

- Pour l'économiste Jean Hindriks (UCLouvain), il faut changer de méthode.
- Les moyens doivent viser un impact social plutôt qu'alimenter une machinerie d'aide.
- Il faut travailler à partir des situations individuelles.

“On n'est pas pauvre parce qu'on fait des mauvais choix”

Depuis 20 ans, les chiffres restent globalement stables: plus de deux millions de Belges sont dans une situation de (risque) de pauvreté ou d'exclusion sociale. Un sur cinq. “Les choses ne s'améliorent pas. Elles se détériorent même. La crise sanitaire liée au Covid, suivie de la crise énergétique, aggrave la situation”, relève Jean Hindriks, professeur d'économie à l'UCLouvain et fondateur d'Itinera, un think tank indépendant qui rassemble des experts reconnus, nationaux et étrangers, qui étudient en toute indépendance les grands problèmes de société.

Des moyens importants permettent de limiter l'ampleur du problème: sans la sécurité sociale et les systèmes d'aides diverses, le taux de pauvreté serait deux fois plus grave, convie l'économiste. “Mais la constante macabre du nombre de pauvres montre qu'il faut changer de méthode pour permettre aux personnes de sortir de la pauvreté.”

“Il y a urgence”

Il y a urgence, martèle-t-il. Une partie de plus en plus importante de la population “déroche” de la société, en renonçant tout simplement à ses droits et aux aides, parce que c'est trop compliqué, trop incertain, trop dégradant. De nombreux citoyens s'orienteraient du monde commun, disparaissant des radars. À cela s'ajoute la crise de l'énergie, qui précarise une partie de la classe moyenne. Si le système d'aide n'est déjà pas optimal aujourd'hui, pourquoi le serait-il demain, sous une pression encore plus grande?

Pendant deux ans, Jean Hindriks et son collègue Joël Van Cauter, philosophe et membre d'Itinera, ont fait un travail collectif avec les acteurs de ter-

rain qui se battent au quotidien contre la pauvreté. Résultat: un rapport (*Agir durablement contre la pauvreté*) sous forme de livre (en accès libre) qui propose de construire une politique sur la base d'un double retournement.

Changer de méthode

Un: changer de méthode et partir de l'impact. “Au lieu de calculer les coûts de la pauvreté et de libérer des budgets pour mettre en place une politique d'aide et d'assistance, il faut d'abord définir l'impact visé, le changement qu'on veut permettre dans la vie des personnes et dans la société, et déterminer ensuite les ressources nécessaires, les moyens à mobiliser, les compétences et les acteurs à mettre autour de la table”, explique Jean Hindriks.

Les moyens doivent servir à faire réussir l'action plutôt que d'alimenter une machinerie d'aide. “On reverse le financement. On bascule du pay for services vers le pay for success. C'est la méthode de l'impact social”. On n'a rien inventé. Cette volonté d'inversion s'inspire de ce qui se fait ailleurs et d'une littérature académique de plus en plus importante, comme les travaux d'Esther Duflo (une économiste franco-américaine, professeure au Massachusetts Institute of Technology à Boston, NdR), qui a reçu le prix Nobel d'économie en 2019. Faisons un regroupement des alliances autour d'un objectif clair avec des mesures d'impact. Et ce qu'on rémunère, c'est l'impact.”

“Les pauvres”, ça n'existe pas...

Deux: partir des situations individuelles. On a

tendance à mettre toutes les personnes précarisées dans un même sac. Mais “les pauvres”, ça n'existe pas; il y a des personnes pauvres. “Une femme peut se retrouver dans une situation précaire du jour au lendemain, isolée avec trois enfants suite à une rupture familiale. Ce n'est pas la même chose qu'une autre personne qui se retrouverait en pauvreté suite à une série d'accoutumances”, souligne le professeur d'économie.

Mais, dans tous les cas, il faut sortir du stéréotype d'un pauvre coupable de sa pauvreté (comme on le voit à droite) ou victime de la société (comme on le décrit à gauche). Ici encore, le travail de Jean Hindriks et Joël Van Cauter corrige et renverse la perspective. De nombreuses études montrent que la rareté diminue, pour chacun, les capacités de compréhension et de décision. “On n'est pas pauvre parce qu'on fait des mauvais choix mais on fait des mauvais choix parce qu'on est pauvre, poussé par le stress du lendemain”, insiste-t-il.

Il faut donc élaborer des solutions adéquates et personnalisées au départ des situations individuelles. Ce qui implique un changement de pratiques et un renversement de l'entonnoir actuel: il faut remplacer des intervenants sociaux multiples, qui proposent quelques solutions standards, par un accompagnement unique, qui ouvre sur une diversité de solutions, indique le rapport. Les personnes aidées, qui reprennent confiance en elles, pourront alors retrouver une place dans la collectivité qui les respecte et les reconnaît.

AN. H.



Des associations de terrain, comme, ici, l'épicerie sociale “Les Capucines”, dans les Marolles, essaient de raccrocher les personnes précarisées à la société.

“Lutter contre la pauvreté par des interventions sur mesure, ça marche et ça ne coûte pas plus cher”

Entretien Annick Hovine

Les politiques gèrent les pauvres plutôt que de chercher à véritablement mettre fin au problème?

Exactement. On est dans un cercle vicieux. C'est le premier changement qu'on propose: la méthode. Il faut permettre aux gens de sortir de la pauvreté en faisant de l'accompagnement personnalisé.

Ces interventions sur mesure ne sont-elles pas plus coûteuses que le “prêt-à-porter”? On pourrait avoir l'impression, à tort, que ce sur-mesure coûte plus cher. C'est juste l'opposé, parce que le prêt-à-porter n'apporte pas du tout les solutions qui sont efficaces et qui ont un effet. En traitant des gens si différents de manière si uniforme, on ne peut pas avoir d'effet. Parce qu'au final, l'intervention ne répond aux besoins de personne. Cette approche personnalisée a déjà fait ses preuves. Exemple: le *housing first*, qui permet d'accéder directement à un logement autonome sans passer par les étapes des maisons d'accueil ou de logement supervisé, tout en bénéficiant d'un accompagnement sur mesure. En Finlande, ils ont divisé par trois le nombre de sans-abri.

Qu'est-ce qui a bien fonctionné?

Cela a démarré lors d'un gros hiver à la

fin des années nonante. Ils sont partis du constat qu'il fallait des logements: on ne pouvait pas laisser les gens dans la rue où ils risquaient de mourir de froid. Il y a eu ensuite un changement de mentalité, une *mindset*: pourquoi faire de l'hébergement d'urgence plutôt que du logement durable? Ils ont alors converti les logements d'urgence en vrais logements, beaux et agréables à vivre. Mais, pour que ça fonctionne, il faut un troisième ingrédient: le leadership. À un moment donné, il faut que quelqu'un prenne le projet en main et fédère tous les acteurs. Un ancien chef de cabinet a fait ce travail. Cela a marché parce que l'objectif était clair. Ce que j'aime dans cette initiative, c'est que les personnes précarisées, dans une situation fragile, ont retrouvé confiance en elles parce que des gens leur ont fait confiance pour reprendre le contrôle de leur vie. Alors qu'elles-mêmes n'y croyaient plus...

À Bruxelles, la méthode du “housing first” se développe depuis quelques années. Mais les acteurs de terrain se heurtent à la rareté des logements.

Pour Bruxelles, c'est vrai, c'est un gros problème: on a des files d'attente maigres... Et c'est clair que sans logement, on ne peut pas faire de *housing first*... Il faudrait créer du bâti, convertir des bureaux en logements, réquisitionner des immeubles inoccupés.

Pourquoi ne le fait-on pas? Qu'est-ce qui retient les politiques?

D'abord le mode de financement actuel. Il y a quand même une certaine forme de clientélisme politique. Il faut appeler un chat un chat. Chaque parti a ses acteurs sociaux, qui sont subsideurs. La manière de procéder est orientée sur le financement, sans regarder si les différentes actions ont un impact et sans envisager que les différents acteurs se mettent ensemble pour régler un problème particulier.

Vous dites que l'idéologie est un autre frein.

Oui, c'est un obstacle majeur à une avancée. À Bruxelles, tout le monde est conscient qu'il faut augmenter le bâti pour le logement social. Le public n'a pas les moyens pour le financer. Mais l'idée d'une formule de partenariat ou

le public déléguerait au privé la construction de nouveaux logements ou la conversion de bureaux, qui seraient loués ensuite en faisant des calculs de rendement, ne passe pas. Tout de suite, il y a des réactions en commission parlementaire pour dire que c'est inadmissible d'utiliser l'argent du contribuable pour donner 3 ou 4 % à des entrepreneurs privés. Résultat: on arrive à un blocage idéologique. C'est quand même paradoxal. On peut évidemment trouver des mesures d'accompagnement pour éviter qu'il y ait un enrichissement privé à partir d'argent public. Mais finalement, on ne fait rien. Alors que l'impact visé est clair: il faut augmenter le parc de logements à bas prix qui sont destinés à des fins sociales. Cela concerne surtout des jeunes. La pauvreté s'est considérablement rajournée.

Vous insistez aussi sur une intervention en amont.

Oui, l'expérience montre que plus on agit tôt, plus on a de chances de répondre à une difficulté. D'où l'attention accrue à accorder aux jeunes. Je pense à ces adolescents avec des problèmes de décrochage scolaire ou de santé mentale qui basculent vers la pauvreté parce qu'ils n'ont pas eu l'accompagnement qu'ils auraient dû avoir à l'école ou dans le secteur de la santé.



Jean Hindriks
Professeur d'économie et
fondateur d'Itinera